

**Le groupe de Visegrád a 20 ans, 20 ans déjà. Mardi 15 février, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie se sont réunies à Bratislava pour fêter l'événement.**

Saisissons l'occasion de rappeler brièvement ce qu'est le groupe de Visegrád : groupement d'intérêts géopolitiques d'Europe centrale, comme il en existe d'autres tels le triangle de Weimar - réunissant la Pologne, l'Allemagne et la France. A l'origine, le groupe de Visegrád a été fondé afin de mettre en place diverses coopérations mais principalement en vue d'accélérer le processus d'intégration européenne et l'adhésion à l'Otan.

Nous sommes en février 1991. La Tchécoslovaquie existe encore pour un peu moins de deux ans. Ces trois, puis quatre pays, se réunissent surtout pour décider et appliquer des conceptions politiques. Certains y ont vu une concurrence à l'Union européenne. C'est risible. Cela aurait été David contre Goliath, et en dehors de cela, n'aurait pas eu d'intérêt. D'autres ont estimé que le groupe n'avait plus lieu d'être puisque mission accomplie depuis 1999 avec l'adhésion à l'Otan et depuis avril 2004 [en fait le 1<sup>er</sup> mai, ndlr] avec l'entrée dans l'Union européenne.

Par contre, cette organisation sub-régionale semble devoir rester pertinente pour plusieurs raisons. Tout d'abord faire entendre d'une seule voix à Bruxelles, les intérêts de ces pays d'Europe centrale, puis de rester les uns en contacts avec les autres. Ce qui dans le cas des relations hungaro-slovaques est loin d'être négligeable actuellement, comme tout le monde le sait. Enfin, jusqu'en juin, la Hongrie préside l'Union européenne, elle sera relayée en juillet par la Pologne, il y a là manifestement une occasion à ne manquer de mettre en place des politiques d'intérêts communs pour la région. Pour ses pays en partie frontaliers et par conséquent toujours plus ou moins rivaux, il est important de rester en contact par l'intermédiaire en l'occurrence de ce groupe, certains pouvant servir de conciliateurs dans le cas de conflits où ils n'auraient pas d'intérêts majeurs.

Mais revenons à l'actualité. Mardi 15 février, les pays de Visegrád avaient invité la chancelière allemande, le chancelier autrichien Werner Faymann et le Premier ministre ukrainien Mykola Azarov. Angela Merkel était l'invitée d'honneur à Bratislava et lançait en sachant de quoi elle parlait - n'oublions pas que la chancelière allemande est une «Osti» -: « Vous nous rappelez la liberté ! » Il n'est pas inutile de se souvenir de temps en temps du chemin parcouru, même, ou surtout, lorsque le quotidien politique nous entraîne dans son tourbillon.

A l'occasion de ce 20e anniversaire, les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, les Hongrois, mais aussi les Allemands, les Autrichiens et les Ukrainiens étaient entre eux, communiant dans un même souvenir de leur passé qui n'est pas si lointain que cela. L'occasion était trop belle et Angela Merkel ne l'a pas manquée en rappelant que les pays du « V4 » ont réussi à vaincre la dictature et fonder des démocraties, ce qui pourrait inspirer d'autres pays aujourd'hui», allusion manifeste aux révolutions qui bouleversent en ce moment le monde arabe mais surtout appel du pied au dirigeant biélorusse, considéré comme le dernier dictateur européen.

C'est d'ailleurs grâce à Alexandre Loukachenko que cet anniversaire peut se vanter d'un résultat concret. Un appel commun, ou presque, - le Premier ministre ukrainien s'étant défaussé sur la

question -, a ainsi été lancé au régime de Minsk pour qu'il libère tous les prisonniers politiques emprisonnés suite aux élections de décembre. Dans le cadre de leur présidence, les Hongrois avaient déjà, il y a quelques semaines, par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères János Martonyi, déclaré que le Biélorusse ne serait pas le bienvenu lors de la prochaine réunion du « Eastern Partnership » prévu en mai et qui vient justement d'être reportée pour des raisons qui ne sont pas encore claires, mais qui peuvent être au minimum de deux ordres : soit c'est une façon de taper sur le nez du Premier ministre Viktor Orban qui a vraiment mal commencé sa présidence - avec la polémique sur la loi des médias votée en début d'année et malgré les concessions qu'il vient d'accorder -, soit ou en conséquence, les Polonais ont su saisir la balle au bond et se faire valoir pour l'organisation de l'événement dans la deuxième moitié de l'année.

Enfin le Premier ministre slovaque, Iveta Radicova, avait annoncé que le sommet aborderait diverses questions relatives, entre autres, à la sécurité énergétique, à la gouvernance économique ou encore à la crise de la dette publique au sein de l'Union européenne, mais rien de concret encore une fois n'en est sorti. Comme quoi, les dictateurs sont bien utiles et permettent d'éviter, soit les sujets qui fâchent, soit l'incompétence ou la paralysie des gouvernements en place, incapables d'apporter des solutions concrètes.

#### **Articles liés :**

- [Une « hotline » entre Budapest et Bratislava](#)
- [Les 4 Visegradi font craquer Sarkozy](#)
- [Une stratégie énergétique régionale pour en finir avec l'Ukraine](#)

#### **Chroniques précédentes:**

- [Chronique : Orbán a sa pub dans Paris Match](#)
- [Chronique du 4 février 2011 : VRP hongrois](#)
- [Chronique du 20 janvier 2011 : L'ethnocentrisme hongrois au Parlement européen](#)
- [Chronique du 14 janvier 2011 : Tel est pris qui croyait prendre](#)
- [Chronique du 6 janvier 2011 : Comedia dell'arte](#)
- [Chronique du 31 décembre 2010 : Le sacre de Viktor Orban](#)